

Burundi : La milice du pouvoir oblige les citoyens à financer le vote de 2020

@rib News, 09/12/2019 Source Reuters L'ONG américaine Human Rights Watch indique dans son dernier rapport que les membres de la ligue des jeunes extorquent des citoyens pour de l'argent et de la nourriture pour des montants variant entre 0,9 et plus de 450 â,-.

Pour financer le vote de 2020, le gouvernement a annoncé en 2017 qu'il collecterait des contributions volontaires des citoyens. C'est dans ce contexte que la ligue des jeunes du parti au pouvoir oblige les citoyens à faire un don pour financer les élections de l'année prochaine, a déclaré le 6 décembre Human Rights Watch, alors que les craintes de violence renouvelées grandissent avant le vote. Violence et intimidation Pendant des années, les Imbonerakure, l'aile jeunesse du parti au pouvoir CNDD-FDD, ont battu, torturé et exécuté des militants, des opposants, des journalistes, selon des enquêtes des Nations Unies. Le gouvernement rejette ces allégations, affirmant que le groupe est purement politique. Human Rights Watch a déclaré dans son rapport que les membres de la ligue des jeunes extorquent des citoyens pour de l'argent et de la nourriture. Les jeunes hommes utilisent souvent la violence et l'intimidation et bloquent les routes et accèdent aux services pour collecter des fonds, selon le rapport. Un fermier a déclaré avoir fui le Burundi en mai après que des membres des Imbonerakure l'aient battu. Ils ont dit : « Si vous voulez vivre en paix, vous devez payer pour les élections », a déclaré l'agriculteur cité dans le rapport. Les abus généralisés des membres des Imbonerakure dans la collecte des contributions montrent un niveau de contrôle effrayant sur la population », a déclaré Lewis Mudge, directeur de Human Rights Watch en Afrique centrale. Le ministre des Droits de l'homme, Martin Nivyabandi, a rejeté les conclusions. Il a déclaré à Reuters : « Aucun jeune n'est utilisé pour la force des contributions auprès de la population ». Pourtant selon Reuters, six Burundais leur ont déclaré avoir payé sous la contrainte. « Au début, j'ai refusé, mais tant donné que j'étais seul et sans défense, j'ai payé », a déclaré un homme arrêté par des membres qui tenaient un barrage routier dans la capitale. Une milice enhardie par son rôle de collecteur de contributions La nation d'Afrique de l'Est est l'une des plus pauvres du monde selon la Banque mondiale. Le gouvernement a longtemps compté sur l'aide étrangère, mais de nombreux donateurs ont suspendu leur soutien budgétaire au lendemain des élections de 2015, lorsque le président Pierre Nkurunziza a brigué un troisième mandat contesté. Pour financer le vote de 2020, le gouvernement a annoncé en 2017 qu'il collecterait des contributions volontaires des citoyens de plusieurs manières, notamment sous forme de retenues sur les salaires des fonctionnaires. Les Imbonerakure ont été enhardis par leur rôle de collecteur de contributions », indique le rapport. Le gouvernement a officiellement suspendu cette pratique en juillet, mais Human Rights Watch continue de recevoir des informations selon lesquelles des membres des Imbonerakure collectent des contributions pour le vote et le parti, a déclaré Lewis Mudge. Des centaines de Burundais sont morts depuis la crise électorale de 2015 lors d'affrontements avec les forces de sécurité. LIRE INTEGRALITÉ DU RAPPORT